



Macron tente de piéger les «gilets jaunes» avec un «grand débat national»

Par [Anthony Torres](#)

Mondialisation.ca, 19 janvier 2019

[WSWS.org](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [Gilets jaunes](#)

Cette semaine, avant l'acte X des «gilets jaunes», Macron a lancé son «grand débat national» sur le mouvement. Initié par une lettre méprisante aux Français qui insistait qu'il ne modifierait pas sa politique, le débat a réuni Macron avec 600 maires dans une ville normande transformée en camp retranché par les forces de l'ordre. Ceci donne raison aux masses des «gilets jaunes», comme de dizaines de millions de travailleurs, qui disent que ce «grand débat» n'est qu'un vaste enfumage.

Ceci démontre que, comme l'ont souligné le WSWS et le Parti de l'égalité socialiste depuis avant le début du mouvement des «gilets jaunes», il n'y a rien à négocier avec Macron. La question posée par ce mouvement, et la montée de la lutte des classes à travers l'Europe, est le transfert du pouvoir politique aux travailleurs. Ceci nécessite la formation d'organisations de lutte indépendantes des appareils syndicaux et la mobilisation de la classe ouvrière en lutte à l'international pour l'expropriation de l'aristocratie financière.

Pour le lancement du «grand débat» à Bourgtheroulde, Macron a transformé cette ville normande de 3.700 habitants en forteresse pour le protéger des Français avec qui il prétendait dialoguer. Il s'est fait entourer d'une dizaine d'escadrons de gendarmerie mobile, 7 compagnies de CRS et presque 300 gendarmes des unités territoriales. Bruyamment applaudi par les maires, devant lesquels il a débattu pendant 7 heures, Macron n'a rencontré ni les «gilets jaunes» ni les Thérouldebourgeois.

Ses commentaires à Bourgtheroulde, et lors de ses déplacements depuis, n'ont fait que confirmer que ce «grand débat» se déroulera entièrement dans le cadre austéritaire établi dans sa lettre au Français. C'est-à-dire qu'il compte opposer aux manifestations un fin de non-recevoir et tenter de mater l'opposition par la répression policière.

Dans sa lettre, Macron refuse de revenir sur sa suppression d'Impôt sur la fortune. Le débat sur la fiscalité et l'efficacité de l'action publique revient ainsi à protéger les fortunes de l'aristocratie financière en intensifiant les politiques d'austérité anti-ouvrières: «Nous ne reviendrons pas sur les mesures que nous avons prises pour corriger cela afin d'encourager l'investissement et faire que le travail paie davantage. Elles viennent d'être votées et commencent à peine à livrer leurs effets. Nous ne pouvons, quoi qu'il en soit, poursuivre les baisses d'impôt sans baisser le niveau global de notre dépense publique.»

Macron ne laisse d'autres choix aux Français que de décider quels besoins sociaux attaquer d'abord, les hôpitaux, les universités où encore les agents municipaux: «Les services

publiques ont un coût, mais ils sont vitaux: école, police, armée, hôpitaux, tribunaux sont indispensables à notre cohésion sociale. Y-a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales? Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens? A quels niveaux et pour quels services?»

En même temps, ce banquier parasite se répand sans cesse sur son mépris des travailleurs, qu'il taxe de paresse. A la veille de l'acte 9, recevant des apprentis boulangers à l'Élysée, Macron avait déclaré: « Les troubles que notre société traverse sont aussi parfois dus, liés au fait que beaucoup trop de nos concitoyens pensent qu'on peut obtenir sans que cet effort soit apporté.»

Les «gilets jaunes», que ce soient les agriculteurs ou les petits patrons opprimés ou encore des travailleurs qui ont du mal à boucler les fins de mois ont parfaitement le sens de l'effort, victimes de la surexploitation organisée par l'aristocratie financière que représente Macron.

En fait, la France est l'un des pays où le taux de productivité est le plus élevé. L'économiste Thomas Piketty souligne que depuis 1970, les travailleurs Français créent trois fois plus de richesse alors même que la durée de travail hebdomadaire a baissé, performance qui a permis à la France de combler l'avance prise par les États-Unis en termes de productivité, grâce à l'investissement massif pour l'éducation des masses durant les Trente Glorieuses.

Sur les neuf premiers mois de 2018, les salariés des entreprises de plus de 15 personnes ont effectué 31,5 heures supplémentaires en moyenne. La durée moyenne de travail des salariés à temps complet est de 39,1 heures par semaine. Celle des salariés à temps partiel est une des plus fortes en Europe avec 23,7 heures par semaine.

Alors que Macron fait la leçon aux Français, les corps des travailleurs sont brisés par l'effort. Selon la Sécurité sociale, 16 pour cent des arrêts maladie proviennent de troubles musculosquelettiques; 10 pour cent ont pour cause un trouble psychologique ou une grande fatigue. Les secteurs les plus touchés sont le BTP, l'industrie et la santé.

L'Insee vient de publier une étude sur les accidents au travail. En 2013, 26 pour cent des personnes interrogées déclarent avoir subi au moins un accident du travail dans leur carrière. Ce taux monte à 40 pour cent pour les ouvriers et 32 pour cent pour les agriculteurs, touchant aussi bien les jeunes que les séniors.

Ceux qui n'ont pas le sens de l'effort ce sont ce que représente Macron, cette aristocratie financière parasite. Le rapport du journal *Challenges* rend compte de la réalité du «modèle social français» présenté à tort comme égalitaire. Alors la valeur de la fortune des 500 de Challenges, qui sont les 0,001 pour cent les mieux dotés, a, elle, été multipliée par 7 depuis 1996 et celle du Top 10, à la pointe des 0,0001 pour cent tout en haut de la pyramide par 12! Le PIB peinait à doubler, et le salaire moyen n'a pas évolué en 20 ans.

Depuis le krach de 2008, les Français les plus riches ont triplé le pourcentage de l'économie qu'ils détiennent personnellement. De 2009 à 2018, leur fortune collective est passée de 10 à 30 pour cent du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays, atteignant un niveau record de 650 milliards d'euros. Depuis 20 ans, l'aristocratie financière pillent les travailleurs, et ce pillage s'est accéléré sous Hollande et Macron.

La colère des masses ouvrières contre l'inégalité sociale est légitime. Ce n'est pas aux travailleurs de financer la baisse d'impôt pour les riches; ceux-ci doivent être expropriés, en

France et à travers l'Europe et le monde.

Dans sa lettre, Macron veut détourner cette colère sur le terrain nauséabond de la xénophobie pour faire passer sa politique sur des thèmes néofascisants. Il écrit qu'en France, la «tradition est aujourd'hui bousculée par des tensions et des doutes liés à l'immigration et aux défaillances de notre système d'intégration». Reprenant sous couvert de laïcité, qu'il traite de «sujet d'importants débats» tels l'interdiction des vêtements musulmans, il exige «le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République.»

Une précondition essentielle de la mobilisation et de l'unification des travailleurs en lutte est de rejeter cette agitation xénophobe par les représentants des banques.

Anthony Torres

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com), wsws.org, 2019

Articles Par : [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca